Marie-Andrée Bertrand et André Laurendeau

criminologue, Centre international de criminologie comparée,
Université de Montréal

(1984)

“Les sciences humaines à l’assaut (ou au service ?) des appareils de justice pénale au Québec”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Marie-Andrée Bertrand et André Normandeau,

“Les sciences humaines à l’assaut (ou au service ?) des appareils de justice pénale au Québec”. Un article publié dans *Continuité et rupture. Les sciences sociales au Québec* (2 tomes). Textes réunis par Georges-Henri Lévesque, Guy Rocher, Jacques Henripin et al., éditeurs. Tome II, chapitre XXI, pp. 319-336. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1984, tome II, 359 pp. [pp. 311 à 670]

Mme Marie-Andrée Bertrand est criminologue au Centre international de criminologie comparée, Université de Montréal et M. André Normandeau est criminologue au département de criminologie de l'Université de Montréal.

[Autorisation formelle accordée par Mme Marie-Andrée Bertrand de diffuser cet article, le 11 septembre 2004.]

Courriel : bertrandumontreal@videotron.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 23 septembre 2004 à Chicoutimi, Québec.

Table des matières

Introduction

- I. L’enseignement de la justice pénale au Québec : 1935-1960
  - 1. Les structures universitaires d’avant 1960
  - 2. La criminologie elle-même, sa préhistoire et sa petite histoire
  - 3. La criminologie proprement dite
  - 4. Une criminologie orientée surtout vers des réformes : le fondateur de la criminologie et le contexte québécois
- II. De l’influence de la criminologie québécoise : histoire de cas
  - 1. Théorie et recherche
  - 2. L’administration de la justice
  - 3. Conclusions : la criminologie des années 80

Bibliographie

Marie-Andrée Bertrand et André Laurendeau,

“Les sciences humaines à l’assaut (ou au service ?) des appareils de justice pénale au Québec”.

Un article publié dans *Continuité et rupture. Les sciences sociales au Québec* (2 tomes). Textes réunis par Georges-Henri Lévesque, Guy Rocher, Jacques Henripin et al., éditeurs. Tome II, chapitre XXI, pp. 319-336. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1984, tome II, 359 pp. [pp. 311 à 670]

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

À vouloir réformer l'appareil de justice criminelle, on se trouve exposé à oublier, parce que emporté par l'enthousiasme et les bonnes intentions, les limites d'une telle entreprise. L'appareil judiciaire a, historiquement, une fonction essentiellement conservatrice : il vise principalement, par la prévention et la répression, à préserver l'ordre public, et par voie de conséquence, l'ordre social.

Améliorer le fonctionnement de l'appareil, démocratiser ou même rajeunir la magistrature, cela ne suffit pas à créer la justice. Il faut garder à l'esprit que même s'il a un rôle créateur, le juge ne peut exercer son pouvoir qu'à l'intérieur des limites que lui assigne le droit existant. Inversement, un droit « juste » peut être paralysé dans ses applications par l'encombrement, la lenteur de l'appareil, ou la résistance de ses agents.

Si une refonte du droit doit accompagner celle de l'appareil qui a mission de l'appliquer, il ne faut cependant pas se leurrer sur la portée d'un droit pénal rajeuni. Le droit pénal, même s'il régit en partie les relations sociales, est cependant secondaire dans la vie quotidienne des gens. Même si sa valeur symbolique est plus forte que celle d'autres secteurs du droit, ce sont toutefois ces autres secteurs qui pratiquement ont le rôle principal de régulation et de contrôle social : droit civil, droit commercial, droit du travail, etc.

Prendre conscience de cela, c'est en même temps prendre conscience qu'il est vain d'essayer, par le biais du système judiciaire, de corriger les injustices sociales qui auront été suscitées en dehors de lui. De même qu'il ne suffit pas de construire des villes modèles pour rendre leurs habitants heureux, de même ne suffit-il pas de construire une justice modèle pour que la société soit juste. Il y a même, à la limite, quelque chose de mystificateur dans une telle entreprise de réforme en profondeur, si l'on cherche par là à convaincre la population (et surtout les fractions de populations victimes d'injustices sociales) que la rénovation du système de justice constitue le remède à ses maux. Cela ne veut pas dire qu'il faille carrément, et d'entrée, renoncer. Cela veut dire qu'il faut se garder de traiter l'appareil judiciaire hors de son contexte : le modifier, oui, à condition que l'on modifie aussi les autres appareils d'État, voire les orientations mêmes de l'État, afin de rendre possibles les réformes ou transformations spécifiques. La justice est une affaire politique et sociale, non judiciaire.

C'est dans cette perspective que nous voudrions jeter un regard sur les « assauts » que les sciences humaines ont tenté de faire subir à ce système de justice pénale et à ses appareils, au Québec, depuis 1935. On peut aussi tenter d'analyser une sorte d'infiltration des sciences humaines dans les enseignements des facultés de droit, section de droit pénal, et une action directe des criminologues, sociologues et psychosociologues sur les grands travaux de réforme du droit. Ces « assauts », ces infiltrations et ces enseignements se sont souvent définis idéologiquement comme une « entreprise de réforme en profondeur ». Nous utilisons le terme de « justice pénale » pour désigner autant les cours sur l'étiologie de la délinquance et de la criminalité que les cours sur la prévention et la répression du crime, le traitement du délinquant et du criminel, l'administration du système de justice pénale (police, tribunal et service correctionnel) ainsi que l'étude de la déviance, de la réaction sociale et du contrôle.

I

L'enseignement de la justice pénale au Québec : 1935-1960

1. Les structures universitaires d'avant 1960

[Retour à la table des matières](#)

L'enseignement de la justice pénale avant 1960 se rattache d'abord aux facultés de droit, aux départements de psychologie et aux écoles de service social, et ensuite, en mineur, aux facultés de médecine (psychiatrie) et aux départements de sociologie.

Les facultés de droit des universités de Montréal, Laval et McGill offrent pendant la période 1935-1960 deux cours de droit pénal, l'un sur les infractions pénales et le code criminel, l'autre sur l'administration de la justice pénale et le code de procédure pénale. Il s'agit de cours de droit au sens strict et aucun contenu de sciences humaines n'y transpire. Ces cours se donnent par des praticiens à temps partiel (avocats et juges) et ils sont les « enfants délaissés » des facultés de droit au profit des matières dites « civiles ».

Les écoles de service social de Montréal, Laval et McGill offrent dès les années 40 quelques cours sur la délinquance des mineurs et sur la criminalité des adultes ainsi que sur le système d'administration de la justice approprié à chaque groupe. Puis avec les années 50, on ajoute quelques cours de « clinique » et de « traitement » des délinquants et des criminels.

Les départements de psychologie se développent vers la fin des années 40. Le premier grand « pionnier-fondateur » de la « criminologie » québécoise (au sens large), le père Noël Mailloux, est le fondateur du Département de psychologie de l'Université de Montréal. Il y développera une série d'enseignements en psychologie criminelle. Il participera également, avec d'autres, au développement de la psychoéducation, par la création de centres d'éducation spécialisée pour les jeunes délinquants, notamment à Boscoville. La discipline et la pratique de la psychoéducation se développèrent à Montréal, d'abord à l'ombre de la psychologie, de 1950 à 1970, et de façon autonome depuis la

décennie 70, autant à Montréal qu'à l'Université de Sherbrooke. Les deux pionniers reconnus dans ce secteur sont Jeannine Guindon et Gilles Gendreau.

À la toute fin des années 50, de nouvelles contributions à l'étude de la justice pénale feront leur apparition grâce aux deux autres pionniers-fondateurs de la criminologie québécoise, le Dr Bruno Cormier, psychiatre à la Faculté de médecine de l'Université McGill, et Denis Szabo, sociologue du Département de sociologie de l'Université de Montréal.

2. La criminologie elle-même, sa préhistoire et sa petite histoire

[Retour à la table des matières](#)

Dans un premier temps, c'est à travers des personnes clés et les, courants de pensée qu'elles ont privilégiés que nous allons retracer l'histoire de la criminologie au Québec.

La petite histoire de la criminologie au Québec a d'ailleurs fait l'objet de nombreux articles, notamment ceux de Grabiner, 1973 ; Szabo, 1974 ; Szabo, 1977 ; Gagnon et Normandeau, 1977 ; Paradis, 1977 ; Szabo, 1978, 1980a, 1980b, etc.

Les noms qui sont le plus clairement associés à ce que l'on pourrait appeler la précriminologie au Québec, sont sûrement ceux du père Roger, c.s.c., du père Noël Mailloux, o.p., de Gilles Gendreau, de Jeannine Guindon, et du père Julien Beausoleil, c.s.v. En effet, près de la fin des années 40, ces pionniers ont soit créé des structures entièrement nouvelles pour héberger et traiter les délinquants, soit explicité dans des articles scientifiques ou de vulgarisation diffusés dans des écoles où se faisait l'apprentissage de la fonction d'éducateur auprès des jeunes délinquants, les principes de base d'un mouvement et d'une théorie de l'action qui ont profondément marqué la rééducation des délinquants au Québec. C'était tantôt l'interprétation des théories de Freud et d'Erikson, tantôt l'application de celle de Redl et Winman, tantôt la praxis des éducateurs spécialisés, en France, qui se transposaient peu à peu en une doctrine, un modèle, des méthodes pour traiter les jeunes délinquants, voire pour prévenir la délinquance juvénile.

C'est donc la psychanalyse, la psychologie, la psychoéducation qui sont les sœurs aînées de la criminologie au Québec ou, si l'on veut, qui se sont intéressées les premières au traitement de la délinquance dans notre milieu. Et c'est le Centre d'orientation, boulevard Gouin, qui est le foyer intellectuel de cette précriminologie.

En effet, à cette époque ni le droit, ni le service social, sinon de façon épisodique, ni la psychiatrie, ne se sont souciés de façon importante de développer des concepts, des théories, des modèles explicatifs, des programmes d'intervention à propos des délinquants et des criminels adultes. C'est vers le milieu des années 50 que la psychiatrie organisera une réflexion et une action spécifiques auprès des criminels adultes. Les travaux entrepris à la Clinique de psychiatrie médico-légale de l'Université McGill, par le Dr Bruno Cormier et Madame Kennedy, et les efforts d'organisation de services thérapeutiques aux détenus de Saint-Vincent-de-Paul déployés par eux et par Marcel Fréchette et Justin Ciale, représentent les premières réalisations positives médico-psychologiques touchant les criminels adultes, à cette époque. À ces noms, il faut ajouter ceux de Maurice Gauthier et d'André Thiffault qui, après, sont intervenus dans les pénitenciers et prisons du Québec et d'ailleurs.

À la fin des années 50, c'est à la Clinique d'aide à l'enfance, une clinique d'État au service du tribunal des mineurs, que se retrouvent Claude Mailhiot, Gaston Gauthier et Maurice Gauthier, tous psychologues ; Marc Lecavalier, prêtre et travailleur social, et quelques psychiatres tels François Cloutier, Denis Lazure, Georges Gagnon.

C'est un peu de cette clinique et surtout de la création des services de la protection de la jeunesse que sont nés les centres de socio-pédagogie qui offraient un programme de formation en cours d'emploi pour les officiers de probation juvénile, les éducateurs, les autres travailleurs auprès du tribunal des mineurs.

On dispensait dans ces centres une sorte de compendium des connaissances requises pour le traitement en cure libre et en internat, surtout auprès des jeunes délinquants. C'était, en quelque sorte, le DEC en sciences correctionnelles et criminologiques de l'époque.

Tentons de résumer les courants de pensée dont s'inspire cette précriminologie. C'est à la psychanalyse qu'il faut se référer, à la psychologie dynamique, aux écoles de pensée et aux pratiques qui s'y rattachent. Nous voulons parler bien sûr ici de Freud, de Erik Erikson, de Alexander, de Aichhorn, de Redl et Winman, de Johnson et Szurek, etc. On cherche une pathologie propre aux délinquants, dont on reconnaît qu'il n'est pas le névrotique dont les conflits sont surtout vécus à l'intérieur, et on cherche des approches qui affaiblissent les défenses caractérielles et rendent donc le

délinquant traitable et socialisable. En somme, la précriminologie est tournée vers l'explication et le traitement de type intra-psychique ou interrelationnel : on peut même dire qu'elle est tournée vers le traitement avant d'être tournée vers l'explication. Ces explications ne portent jamais sur les facteurs de type macro-social. Le service social lui-même, à l'époque, se résume largement au service social personnel ou au service social auprès des petits groupes, spécialement lorsqu'il s'agit d'approcher les délinquants, même si la méthode dite d'organisation communautaire a une certaine vogue dans d'autres sphères.

Ces actions et ces travaux intellectuels se déroulent, on l'a vu au simple énoncé des noms des fondateurs de la criminologie ou de ses précurseurs, dans un climat tout à fait religieux. En effet, les prêtres, les religieuses et les religieux abondent parmi ceux qui font œuvre de pionniers fondateurs de centres de rééducation, de théoriciens ou de professionnels tournés vers la recherche dans le domaine de la délinquance juvénile sinon de la criminalité adulte. Mais ayant dit cela nous n'avons pas dit grand chose, car le Québec de la fin des années 40 jusqu'à la moitié des années 60 baignait tout entier dans ce climat religieux et, on l'a déjà tellement dit, avait comme chefs de file des membres du clergé et des religieuses.

3. La criminologie proprement dite

[Retour à la table des matières](#)

Vers cette époque ou plus exactement à la fin de l'année 1960, Denis Szabo, sociologue, venu enseigner au Département de sociologie de l'Université de Montréal, non seulement dispense un enseignement d'introduction à la criminologie, mais conçoit l'idée de fonder un Département de criminologie. Ses premiers collaborateurs seront Marcel Fréchette et Justin Ciale, psychologues, Henri Ellenberger, psychiatre, Marie-André Bertrand, travailleuse sociale et criminologue, première diplômée du Département. À ce noyau s'ajouteront progressivement quelques sociologues amenés à la criminologie par Denis Szabo et par son enseignement au Département de sociologie de l'Université de Montréal, comme, par exemple, Denis Gagné et, quelques années plus tard, Marc Leblanc, Pierre Landreville, Maurice Cusson, etc. Ces derniers, cependant, s'identifieront davantage à la criminologie qu'à la sociologie, ayant fait leurs études supérieures dans cette discipline mixte. André Normandeau, qui rentre de l'Université de Philadelphie où il a fait ses études graduées, viendra renforcer le courant sociologique.

Il faut donc nous demander quel est le courant sociologique qui domine les théories explicatives de la criminalité. Quels sont aussi les courants psychologiques dominants, s’il s’en trouve ? De leur côté, les psychiatres appelés à enseigner en criminologie sont-ils d’une obédience connue ? Quels ont été les courants de pensée qui ont marqué le Département devenu École de criminologie ?

Il est difficile de répondre rapidement à cette question. Et la réponse, comme on vient de le voir, ne saurait être la même aux différentes époques de la vie de cette institution qui s’appelle maintenant École de criminologie de l’Université de Montréal. Grâce aux contacts internationaux de Denis Szabo, des professeurs invités, en assez grand nombre, des étudiants gradués qui souvent apportaient beaucoup au Département et à l’École de criminologie les ont marqués, de façon transitoire ou très durable.

En ce qui a trait à la sociologie et aux courants de pensée qui ont nourri les explications criminologiques de type sociologique, on doit parler d’une certaine dominance, dans les années 65 à 70, de la théorie de Cloward et Ohlin, sur les opportunités différentielles, c’est-à-dire sur les inégalités qui marquent les possibilités des gens de classe sociale différente de satisfaire leurs aspirations et qui justifient certains d’entre eux d’utiliser des voies illégitimes pour satisfaire les aspirations qui sont celles de la majorité. Parmi les sociologues engagés en criminologie, cependant, si certains sont davantage tournés vers les courants explicatifs, d’autres sont carrément intéressés par les voies de l’action, voire la politique criminelle. Ils sont souvent les conseillers des décideurs politiques ou administratifs et les chercheurs des commissions d’enquête qui s’intéressent à la déviance, à la marginalité et à la criminalité. Ils sont moins intéressés à expliquer comment l’on devient criminel ou même quels sont les facteurs macro-sociaux qui favorisent l’éclosion de la criminalité, qu’à organiser la réponse sociale à la criminalité et à inspirer des politiques juridico-sociales qui leur paraissent proportionnées au phénomène qu’ils ont étudié.

Chez les criminologues d’obédience psychologique, on trouve des néo-positivistes qui sont fascinés par la personnalité criminelle et ses caractéristiques mais on trouve aussi des tenants d’une école de pensée plus phénoménologique et existentielle qui considèrent la délinquance comme un mode de vie.

Chez les criminologues *per se*, c’est-à-dire chez ceux qui ont fait toutes leurs études graduées dans des instituts ou départements de criminologie, on trouve des représentants de plusieurs tendances. Certains sont surtout caractérisés par un empirisme qui accorde au fait social, voire aux statistiques, une place prépondérante. C’est la mesure du phénomène qui les intéresse ou sa répartition dans le temps, dans l’espace, dans les classes sociales, dans les

groupes d'âge, selon les sexes, etc. Poussant plus loin le souci de la rigueur, non seulement ils axent leurs travaux sur la démonstration mais ils s'efforcent de bien séparer le discours de la connaissance du discours éthique. D'autres s'intéressent aux réponses sociales apportées aux phénomènes délinquants et font l'analyse évaluative des mesures rééducatives ou correctives. On pourrait nommer ces derniers, sans aucune ironie, les correctionnalistes, c'est-à-dire qu'ils s'intéressent à réduire le phénomène par le type de réponse qu'on y apporte. C'est d'ailleurs aussi, d'une certaine façon, l'intention de ceux qui s'intéressent à ce que l'on appelle en américain *The Criminal Policy*, la politique criminelle. Enfin, chez les criminologues ut sic on trouve quelques radicaux, qui refusent de laisser délimiter leur champ de connaissances par le droit pénal, c'est-à-dire qu'ils remettent en cause la définition du crime qui leur apparaît déjà comme un phénomène de classe sociale déterminant de façon tout à fait inéquitable leur objet d'étude. Pour ces derniers, c'est le code pénal lui-même et donc les législateurs qui font les criminels. Le mouvement radical en criminologie passe donc par une critique historique des codes pénaux, de la notion de crime, une épistémologie criminologique, une analyse de la répartition du crime selon les classes sociales et surtout l'étude de la distribution des sanctions selon les classes sociales, etc.

Un nouveau courant de pensée ou plutôt une perspective relativement nouvelle en criminologie, c'est certainement le courant historique. L'histoire des lois, l'histoire des courants de pensée en criminologie, l'histoire des institutions pénales et des différentes structures du système pénal a souvent pour effet de nourrir le courant radical. C'est, littéralement, un retour aux sources.

Enfin, il y a sûrement en criminologie comme partout ailleurs actuellement au Québec, un mouvement néo-classique, c'est-à-dire un profond retour à une théorie des droits de la personne et à une théorie des droits collectifs. Cela imprime à plusieurs enseignements et à plusieurs recherches une tournure nouvelle, des préoccupations où les concepts de responsabilité et de droit de la personne reviennent très souvent. Cette perspective néo-classique, d'ailleurs, va souvent de pair avec la perspective radicale.

4. Une criminologie orientée surtout vers des réformes : le fondateur de la criminologie et le contexte québécois

[Retour à la table des matières](#)

La criminologie des années 60 s'inscrit dans un courant réformiste-libéral et un contexte de relative abondance. Le passé de son fondateur et la volonté de remise en question du milieu québécois se sont conjugués dans une volonté de réforme des institutions pénales.

Pour comprendre ce réformisme, il faut comprendre son maître d'œuvre, le Québécois d'origine hongroise Denis Szabo (Szabo, 1974, 1976, 1977, 1978, 1980a et 1980b). Ses maîtres à penser furent d'abord des sociologues marxistes : Szalai et Lukøcs, puis un philosophe-sociologue belge incarnant le courant chrétien et libéral : Leclercq, et enfin, le sociologue français durkheimien, relativiste et positiviste : Lévy-Bruhl.

Au début des années 60, le Québec fut, dans bien des domaines, et certainement dans celui des universités, la région du monde témoignant d'un rythme de développement parmi les plus rapides. La marginalité, le caractère exceptionnel de la société québécoise en ont été encore accentués : tout ou presque y a été possible. De nouveaux projets foisonnaient, les esprits étaient insatiables après la grande tranquillité des décennies précédentes. Il y eut ainsi une rencontre unique entre la marginalité personnelle de Denis Szabo et la communauté québécoise. Son propre éclectisme intellectuel s'est épanoui dans un milieu en quête d'une nouvelle image de lui-même. Bâtir une nouvelle société prête à toutes les expériences pour s'aménager : voilà un de ces rares moments privilégiés de l'histoire où une telle aventure peut se transformer en un projet collectif réaliste.

C'est ainsi que la criminologie québécoise des années 60, sous le souffle de son fondateur, Denis Szabo, s'est par la suite développée au rythme du champignon sauvage, à l'image de la société québécoise des années 60 et 70.

« Pour le meilleur et pour le pire », selon la formule consacrée. « Pour le meilleur » si l'on songe un instant que la criminologie est incrustée un peu partout dans le paysage des organismes de justice puisque l'École de criminologie de l'Université de Montréal a diplômé depuis sa fondation en 1960 plus

de 1000 personnes, soit 501 exactement de 1963 (date de la première diplômée, Marie-Andrée Bertrand) à 1976 (date d'un relevé systématique des diplômés - voir R. Gagnon et A. Normandeau, 1977), et plus de 500 autres de 1977 à 1984.

« Pour le pire », en retour, si l'on pense que ces 1 000 diplômés ainsi que les professeurs de l'École de criminologie de l'Université de Montréal n'ont peut-être pas eu toute l'influence positive espérée et attendue sur les organismes de justice pénale, leurs clients délinquants et criminels ainsi que les victimes de ces derniers, sans compter l'opinion publique et la réaction sociale à la déviance et à la criminalité.

II

De l'influence de la criminologie québécoise : histoire de cas

Lorsque nous parlons de l'« efficacité » de la criminologie québécoise, nous parlons autant de l'influence scientifique (théorie et recherche empirique) que de l'influence pratique sur le terrain de l'administration quotidienne de la justice pénale.

1. Théorie et recherche

[Retour à la table des matières](#)

Au chapitre du monde de la théorie, l'équipe criminologique de Montréal a rarement été à l'origine de modèles théoriques novateurs. Aucun des grands courants d'idées des derniers vingt ans n'est venu de chez nous, que ce soit le courant fonctionnaliste à la sauce criminologique des années 50 et d'une partie des années 60, que ce soit l'approche interactionniste-symbolique des années 60 et d'une partie des années 70 ou que ce soit le courant d'idées radicales de la criminologie dite nouvelle des dernières années. Le décor théorique de la criminologie québécoise, s'il est fait le plus souvent d'appropriations d'idées

nées sur la côte est ou ouest américaine, est cependant remarquable par sa capacité d'intégrer et de poursuivre les percées théoriques et de refléter ces apports.

En contrepartie, la dimension empirique des travaux de recherche de l'équipe de Montréal est, dans l'ensemble, de bonne sinon d'excellente qualité si nous la jugeons non seulement à l'aune d'un peuple de six millions mais par rapport aux géants américain et européen. Nous avons fait plusieurs « très bonnes » recherches particulièrement au niveau de la recherche en délinquance et en justice des mineurs. Par exemple, les travaux du Groupe de recherche sur l'inadaptation juvénile de l'Université de Montréal (Biron, Caplan, Cusson, Élie, Fréchette, Leblanc...). À l'occasion, on pourrait appliquer à ce plan de la recherche criminologique québécoise le reproche fait jadis à la sociologie américaine par C. Wright Mills lorsqu'il parlait « d'empirisme crasse ». Mais le jugement serait trop sévère pour le Québec, même si une partie de notre production est de ce gabarit.

Sur le premier point, celui de la théorie, il faut toutefois souligner que les années 80 devraient être plus intéressantes. Des pistes prometteuses en théorie interactionniste et radicale annoncent déjà des travaux originaux. Il en est ainsi également de l'analyse stratégique (Crozier, 1977 ; Cusson, 1981).

2. L'administration de la justice

[Retour à la table des matières](#)

Au chapitre du monde de l'administration quotidienne de la justice pénale, l'influence de l'équipe criminologique de Montréal « semble » (nous disons « semble ») très importante, à première vue, lorsqu'un criminologue étranger, par exemple, vient quelques semaines ou quelques mois au Québec. Mais la réalité est probablement différente de cette belle image d'efficacité que nous voudrions projeter. Nous nous expliquons.

D'un côté, il est certain que la « position » officielle de la criminologie et des criminologues est exceptionnellement bien cotée. En effet, le titre même de criminologue est reconnu avec panache un peu partout, que ce soit au niveau du monde de la presse, de la radio et de la télévision autant qu'au niveau des ministères de la justice, du Solliciteur général ou des Affaires sociales. Toutes les grandes commissions d'enquête, les comités d'études et les groupes de travail en matière de justice pénale, depuis 1965, ont fait appel à la

criminologie et à des criminologues de chez nous : depuis le rapport du Comité canadien de la réforme pénale et correctionnelle (Rapport Ouimet, 1965-1969), le rapport de la Commission d'enquête sur l'administration de la justice en matière criminelle et pénale au Québec (Rapport Prévost, 1967-1970), le rapport de la Commission d'enquête sur l'usage des drogues à des fins non médicales (Rapport Le Dain, 1969-1972), les livres blancs du ministère de la Justice du Québec sur « La police et la sécurité des citoyens » (1971) et sur « La justice contemporaine » (1975), sous l'égide de Jérôme Choquette, le rapport du Comité sénatorial sur la libération conditionnelle au Canada (Rapport Goldenberg, 1974), le rapport du Comité d'étude sur la réadaptation des enfants et adolescents placés en centres d'accueil au Québec (Rapport Batshaw, 1975), le rapport du Groupe de travail sur l'organisation et les fonctions policières au Québec (Rapport Saulnier, 1978), le rapport du Groupe de travail sur le vol à main armée au Québec (Rapport Laplante, 1980), le rapport de la Commission d'enquête sur des opérations policières en territoire québécois (Rapport Keable, 1981) et le rapport de la Commission d'enquête sur certaines activités de la Gendarmerie royale du Canada (Rapport McDonald, 1981)...

Un regard rapide, par exemple, sur les 15 rapports officiels et publics de groupes de travail fédéraux en matière de justice pénale, publiés entre 1970 et 1980, indique que la cheville ouvrière de ces groupes était la plupart du temps un ou des criminologues, que ce soit le rapport du Groupe d'étude sur les centres résidentiels communautaires (Rapport Outerbridge, 1972), celui du Groupe d'étude sur la mise en liberté des détenus (Rapport Hugessen, 1972), celui du Groupe d'étude sur le rôle du secteur privé dans le domaine de la justice pénale (Rapport Sauvé, 1977)...

Les travaux importants de la Commission de réforme du droit au Canada, depuis 1971, portent également la marque de la contribution des criminologues. Il en est ainsi de certains grands débats parlementaires qui ont été largement influencés par certains travaux des criminologues, en particulier le débat du parlement fédéral en 1976 sur l'abolition de la peine de mort et le programme « ordre et sécurité publics » (le Rapport Fattah sur « l'effet intimidant de la peine de mort à partir de la situation canadienne »).

La contribution de cette nature de la criminologie québécoise est même allée au-delà de nos frontières à partir des travaux des Commissions américaines Katzenbach sur la justice (The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice, 1967), ou Eisenhower sur la violence (National Commission on the Causes and Prevention of Violence, 1969) jusqu'au rapport français du Comité d'étude sur la violence, la criminalité et la délinquance (Rapport Peyrefitte, 1977).

Au-delà de cette litanie prestigieuse, toutefois, la question fondamentale demeure : Est-ce que cette contribution a influencé positivement les législations, les réglementations, et les directives afférentes à la justice pénale et à son administration quotidienne ? La réponse n'est pas simple, évidemment, car il n'y a pas de recherche évaluative à ce sujet. La réponse qualitative en fait n'est ni en blanc ni en noir, probablement. L'influence de la criminologie existe, et à certaines occasions elle a été déterminante ; mais à plusieurs reprises elle n'a pas donné de résultats positifs réels car le législateur ainsi que le « haut » ou le « bas » fonctionnaire n'ont tout simplement pas compris le sens des constats des études et des recherches du criminologue et n'ont pas suivi ses conseils lorsqu'il en émettait. D'ailleurs, chez les décideurs et souvent chez les criminologues théoriciens et praticiens, une idée lancinante faisait son chemin, le *Nothing works* de Martinson (Lipton *et al.*, 1975).

D'un côté, par exemple, il est certain, à notre avis, que la présence de criminologues au sein des commissions d'enquêtes (comités ou groupes de travail) a permis la rédaction de rapports « progressistes ». Il est certain que la présence de criminologues-commentateurs à la radio et télévision ainsi que certains articles de journaux ont contribué, dans certains secteurs, à élargir ce que nous pourrions appeler « le corridor de la tolérance » du public, du moins d'un certain public. Il est certain que la présence de 1000 criminologues sur le marché du travail a amené des changements qualitatifs et quantitatifs dans l'appareil de justice pénale, pour les criminels, leurs victimes ainsi que les personnels de justice. Encore que le sens de ces changements n'est pas toujours clair et univoque. Par exemple, le développement de la probation pour adultes au Québec et sa prise en charge en bonne partie par des criminologues professionnels ont contribué depuis 1969 à créer plus d'alternatives à la prison et à réduire la population carcérale au Québec qui, il y a dix ans, était la plus élevée du Canada. Le Québec est maintenant l'une des provinces où le taux d'emprisonnement est le plus bas. En retour, même avec de bonnes intentions, on a quelquefois augmenté le contrôle social et la punition, tel le nouveau programme de travaux communautaires depuis 1980 qui, selon une recherche récente (Landreville et Lemire, 1981), n'aurait pas atteint son objectif de constituer une alternative à l'emprisonnement mais serait devenu en fait un moyen punitif supplémentaire qui s'ajoute à une probation simple qu'un client aurait autrefois reçue!

De plus, il ne faut pas se leurrer. Il y a un décalage énorme entre un rapport d'enquête dit « progressiste » et la réalité. Quelle que soit la qualité d'un rapport, il faut juger de son efficacité par la suite qui y est apportée par les autorités appropriées, par la prise de décision à ce sujet et par la mise en vigueur de telle ou telle politique d'action. Or c'est précisément là que le bat blesse le plus. Car rares sont les rapports dont une partie importante au moins est acceptée et opérationnalisée dans la pratique et dans l'action. Même

lorsqu'il y a apparemment une volonté politique au niveau des principes et des projets d'action, il y a loin de la coupe aux lèvres dans la vie de tous les jours.

Mêlé intimement, depuis 1968, à l'élaboration du programme « justice » du Parti québécois, avec d'autres universitaires, praticiens et simples militants, l'un des auteurs du programme a fait adopter démocratiquement plusieurs manifestes et programmes sectoriels en matière de justice pénale. Sur papier, ces idées vont directement dans le prolongement de l'idéal social-démocrate qui les soutient et qui soutient le programme général du gouvernement élu au Québec le 15 novembre 1976 et réélu le 13 avril 1981. Même si le ministre de la justice du Québec, de 1976 à 1984, Marc-André Bédard, a appuyé à plusieurs reprises les idées de ce programme « justice », le constat est troublant : la justice au Québec depuis 1976 a continué à progresser légèrement, par « étapes » comme si rien de particulier ne s'était produit en 1976. Elle a continué son « petit bonhomme de chemin » comme avant, ni meilleur, ni pire. Ses progrès se situent dans la moyenne de ce qui se fait ailleurs au Canada et en Amérique du Nord. Or, la moyenne « réformiste » en Amérique n'est pas très forte. Celle du Québec non plus. Celle du Canada n'est pas plus brillante malgré les travaux considérables de la Commission de réforme du droit depuis dix ans, travaux auxquels le gouvernement canadien n'a pas donné suite (ne serait-ce qu'à un seul rapport de la Commission) (Fortin, 1982). Mais il est malheureux de consoler en comparant les effets de la social-démocratie québécoise avec ceux du libéralisme fédéral. Ce qu'il faut admettre, c'est que l'on administre encore la justice au Québec à la petite semaine, à la va-comme-je-te-pousse, sans grande vision de fond sur les grands paramètres de justice. Pourtant ! Les textes et les intentions sont là. Mais l'action n'y est pas. On prétextera que c'est la machine administrative, bureaucratique et technocratique qui est trop lourde à soulever et qui empêche de passer à l'action. On dira qu'il y a des contraintes politiques, syndicales, budgétaires et fiscales, qu'il y a des résistances au changement, du « misonéisme », selon certains. Tout cela est vrai et encore plus à l'orée de la décennie 80 et de la « gestion de l'austérité ». Mais, s'il y avait une volonté politique...!

On peut comprendre objectivement ces contraintes et cette situation. Mais de là à les accepter! ... Le criminologue peut et doit conserver sa capacité et son « potentiel de révolte » à l'injustice sous toutes ses formes. Sinon, à quoi servirait cette profession ?

Deux autres exemples récents et encore plus concrets confirment notre jugement. En 1978, le rapport du Comité consultatif sur le secteur correctionnel adulte au Québec (Rapport Thiffault) demandait la fermeture avant 1979 du Centre de prévention de Montréal, appelé communément la prison de Parthenais. Un dossier étoffé avait été bâti sur le sujet pour appuyer cette recommandation. Le ministre Bédard l'avait même entérinée publiquement.

Or, plus de six ans plus tard, rien n'a été fait à ce sujet. On dira évidemment qu'il n'y a pas d'argent!

En 1980, également, le Rapport Laplante sur le vol à main armée au Québec était remis au ministère de la justice. Une série de propositions concrètes étaient déposées afin d'enrayer ce fléau bien québécois qui fait de Montréal la « capitale » nord-américaine du vol à main armée. Afin d'éviter de tout mettre le fardeau de l'action sur Dieu-le-père-qui-est-à-Québec, c'est-à-dire le gouvernement du Québec, plusieurs recommandations s'adressaient directement également aux autorités policières et judiciaires de Montréal. Or, quatre ans après, et malgré le rapport statistique récent du Service de la Communauté urbaine de Montréal qui indique que le « championnat » de Montréal est encore plus assuré que jamais, une seule recommandation a été mise en vigueur à ce jour. Pourquoi ? Probablement les fameuses « contraintes »!

Ceci dit, et sur un plan plus large, le diagnostic de l'influence de l'équipe criminologique de Montréal au chapitre de l'administration quotidienne de la justice pénale n'est pas aussi gris ou noir que le laisse entrevoir ce jugement. Mais cette influence est plus diffuse et plus difficilement mesurable. Il s'agit de l'évolution des mentalités, des attitudes et de certains comportements. Nous sommes persuadés que, sans la criminologie québécoise, la mentalité punitive du citoyen québécois moyen serait beaucoup plus accentuée qu'elle ne l'est actuellement, vingt-cinq ans après la naissance de la criminologie. Allez donc le prouver! Le lecteur restera le maître de cette affirmation et il lui est tout à fait loisible d'en arriver à d'autres constatations et interprétations.

La conclusion du pionnier-fondateur Denis Szabo, dans sa petite histoire de la criminologie (1977) en vaut bien d'autres. Il écrit (p. 26-27) :

Mêlés à la responsabilité quotidienne de l'administration de la justice, conscients de l'ambiguïté des résultats des recherches scientifiques, comme guides ou inspireurs de l'action pratique, les criminologues sont passés de l'adolescence à l'âge adulte. Comme bien des adultes, certains se sont soumis à la loi du plus fort, d'autres ont résisté, d'autres encore se sont révoltés ou se sont brisés... Ils subissaient, à l'instar de tous les hommes, les pressions contradictoires où ni la science, ni la profession, ni la morale, ni la politique ne peuvent se substituer au caractère d'une personne et à son courage civique.

La réussite de la criminologie fut, paradoxalement, aussi sa Némésis! Mais pas toujours _pour les buts et selon la manière que nous aurions souhaité. Comme toutes les institutions, la criminologie au sein de l'administration de la justice participe à la rigidité, à l'esprit de composition, de démission, de résignation qui peut même parfois devenir la prostitution.

3. Conclusions : la criminologie des années 80

[Retour à la table des matières](#)

Le temps et l'espace à notre disposition ne nous permettent guère de jeter plus qu'un bref coup d'œil sur quelques oeuvres importantes au royaume de la criminologie et de la justice.

Il est certain, par exemple, que la décennie 80 sera marquée par des courants d'idées qui ont germé au cours des dernières années. Par exemple :

- les droits et les libertés des victimes (Baril, 1981) ;
- la justice et l'injustice pour les femmes (Bertrand, 1979) ;
- les alternatives à l'emprisonnement (Normandeau, 1978) ;
- l'abolition des prisons et du système pénal (HuIsman, 1979, 1981) ;
- la remise en question radicale de concepts clés pour les praticiens de la criminologie : la dangerosité, la personnalité criminelle... (Debuyst, 1981 ; Dozois et Poupart, 1980) ;
- les effets et les méfaits de l'extension du contrôle social (la revue *Déviance et société*) ;
- le coût social du système pénal (Landreville, 1981) ;
- l'opinion publique et la justice (Brillon, Y., 1981).

Nous aurons l'occasion d'y revenir ailleurs. Pour l'instant, nous laisserons à la réflexion deux messages :

A. Nous proposons de fonder une politique pénale québécoise sur les principes suivants, qui sont bien éloignés de l'esprit des premières réformes de l'époque précriminologique, tournée vers la resocialisation des jeunes délinquants... S'il y a continuité - au sens du thème de ce colloque, il y a surtout rupture !

a) Phénomène économique et socio-politique, la criminalité peut être considérablement réduite par la construction d'un type de société où les effets nocifs des facteurs qui conditionnent son apparition seront ramenés à un minimum raisonnable ;

b) Il faut, comme condition préalable d'une politique criminelle rationnelle, atténuer les trop nombreuses inégalités entre les citoyens (citoyennes), à défaut de pouvoir les supprimer ;

c) La justice pénale doit être égale pour tous : la définition des actes criminels doit partir de l'opinion de la majorité des citoyens (citoyennes) et non, ce qui est souvent le cas, s'inspirer de l'opinion de la classe dominante qui édicte des lois selon ses intérêts particuliers ;

d) Dans la perspective d'une justice pénale moderne et adaptée à la conjoncture actuelle, les secteurs clés en matière de contrôle de la criminalité doivent être les suivants, par ordre prioritaire : 1) les infractions contre la qualité de la vie (criminalité de la route, accidents du travail, sécurité publique, protection du consommateur et pollutions de toutes sortes...) ; 2) La criminalité en col blanc, celle des milieux d'affaires (trafic d'influence, fraudes électorales, corruptions, détournements de fonds, fraudes fiscales, fraudes à la sécurité sociale, publicité mensongère, fraudes économiques...) ; 3) la criminalité violente et impulsive contre les personnes ; 4) le crime organisé et le crime professionnel ; 5) la criminalité contre les biens ;

e) Il faut utiliser le droit pénal avec modération et discernement afin de limiter les coûts économiques et sociaux du système pénal lui-même.

B. En guise de conclusion moins austère, nous nous permettrons de vous rappeler qu'il n'est pas facile, nous le savons bien, de vivre avec de tels idéaux, avec de telles ambiguïtés, avec de tels compromis à bâtir et rebâtir constamment.

Le vice-président de l'Université du Québec, Germain Gauthier, disait récemment que les années 80 doivent nous fournir des solutions nouvelles et radicales. Il faut développer notre curiosité, notre imagination, notre créativité et même notre insécurité. Il prône la contestation permanente et l'angoisse perpétuelle, sources de la créativité (Forum, U. de M. 15 mars 1981). Et l'écologiste québécois bien connu Pierre Dansereau (1981) d'ajouter un grain de sel qui éclaire le sens du défi que nous vous proposons en affirmant que : « l'art de vivre consiste à équilibrer ses contradictions, non à les résoudre ». Nous devons donc essayer d'équilibrer les contradictions qui ont été soulevées.

Bibliographie

[Retour à la table des matières](#)

ACOSTA, F., M. A. BERTRAND, et P. SOHET, *les Différentes orientations de la criminologie*, École de criminologie, Université de Montréal, 1977.
BAECHLER, J., *les Suicides*, Paris, Calmann-Lévy, 1975.

BAECHLER, J., *le Pouvoir pur*, Paris, Calmann-Lévy, 1978.

BARIL, M., A. NORMANDEAU, et I. WALLER, « Débat : les services d'aide aux victimes de la criminalité », *Déviance et société*, 1981, 261-292.

BECKER, H.S., *Sociological Work : Method and Substance*, Chicago, Aldine, 1970.

BERTRAND, M.A. et D. SZABO, « Dialogue avec... Denis Szabo », *Revue canadienne de criminologie*, 1976, 12-25.

BERTRAND, M. A., *la Femme et le crime*, Montréal, L'Aurore, 1979.

BRILLON, Y., C. GUÉRIN, M. BARIL, A. NORMANDEAU, D. SZABO et coll., *l'opinion publique et la justice*. Groupe de recherche sur les attitudes envers la criminalité, Université de Montréal, 1975-1981.

CLOWARD, R. et L. OHLIN, *Delinquency and Opportunity*, New York, The Free Press, 1960.

CORMIER, B., *The Watcher and the Watched*, Montréal, Tundra Books, 1975.

CROZIER, M., *le Phénomène bureaucratique*, Paris, Seuil, 1964.

CROZIER, M. et M. FRIEDBERG, *l'Acteur et le système*, Paris, Seuil, 1977.

- CUSSON, M., *Delinquants, pourquoi ?*, Paris, Colin et Montréal, HMH, 1981.
- DANSEREAU, Pierre, *Pierre Dansereau, l'écologiste aux pieds nus*, Montréal, Nouvelle Optique, 1981.
- DEBUYST, C. (dir.), *Dangerosité et justice pénale*, Genève, Médecine et Hygiène / Masson, 1981.
- DOZOIS, J., J. POUPART, et coll., *Dangerosité et justice pénale*, version québécoise, École de criminologie, Université de Montréal, 1980-1982.
- ECKHOFF, T., *Justice - its Determinants in Social Interaction*, Rotterdam, Rotterdam University Press, 1974.
- FORTIN, J., « La commission de réforme du droit du Canada : Un bilan », *Criminologie*, 1982, 105-112.
- FRÉCHETTE, M., D. ÉLIE, P. LAGIER et coll., *Diagnostic et pronostic de la délinquance grave, cahiers de recherche du Groupe de recherche sur l'inadaptation juvénile*, Université de Montréal, 1970-1980.
- GAGNON, R. et A. NORMANDEAU, « Les praticiens de la criminologie au Québec », *Criminologie*, 1977, 39-54.
- GENDREAU, G., *l'intervention psycho-éducative*, Paris, Fleurus, 1979.
- GLUECK, S. et E. GLUECK, *Unraveling juvenile Delinquency*, Cambridge, Harvard University Press, 1950.
- GOFFMAN, E., *Strategic Interaction*, New York, Ballantine, 1969.
- GRABINER, V., « Interview with M. A. Bertrand », *Issues in Criminology*, 1973, 31-49.
- GUINDON, J., *les Étapes de la rééducation des jeunes délinquants et des autres...*, Paris, Fleurus, 1970.
- HULSMAN, L., « Un paradigme criminologique abolitionniste », in *le Fonctionnement de la justice pénale, Actes*, Paris, CNRS, 1979, 485-498.
- HULSMAN, L., « Une perspective abolitionniste du système de justice pénale », in C. Debuyst (dir.) *Dangerosité et justice pénale*, Genève, Médecine et Hygiène / Masson, 1981, 7-16.

- LANDREVILLE, P., F. ACOSTA, et V. BLANKEVOORT, *les Coûts sociaux du système pénal*, École de criminologie, Université de Montréal, 1981.
- LAPLANTE, L. (prés.), A. NORMANDEAU, (secr.) et coll., *le Vol à main armée au Québec*, Québec, ministère de la justice, 1980.
- LEBLANC, M., F. ACHILLE, M. CUSSON et coll., *Évaluation de Boscoville, cahiers de recherche du Groupe de recherche sur l'inadaptation juvénile*, Université de Montréal, 1975-1980.
- LEBLANC, M., L. BIRON, A. CAPLAN, M. CUSSON, M. FRÉCHETTE et coll., *Structure et dynamique du comportement délinquant*, cahiers de recherche du Groupe de recherche sur l'inadaptation juvénile, Université de Montréal, 1975-1980.
- LIPTON, D., R. MARTINSON et J. WILKS, *The Effectiveness of Correctional Treatment*, New York, Praeger, 1975.
- MAILLOUX, N., *Jeunes sans dialogue : criminologie pédagogique*, Paris, Fleurus, 1971.
- MARCH, J.G. et H. A. SIMON, *Organization*, New York, Wiley (trad. 1964, les Organisations, Paris : Dunod), 1958.
- MATZA, D., *Becoming Deviant*, New Jersey, Prentice-Hall, 1969.
- MERTON, Robert K., « Social Structure and Anomie », *American Sociological Review*, 1938, 672-682.
- NORMANDEAU, A. et coll., *la Criminologie au Québec*, cahiers du Groupe de recherche sur la criminologie, Université de Montréal, 1976-1978.
- NORMANDEAU, A., J. P. CHARBONNEAU, et M. CLAIR, « Pour une vraie politique criminelle », *Crime et justice*, 1978, 93-99.
- PARADIS, G. et A. NORMANDEAU, « Dialogue avec... André Normandeau », *Criminologie*, 1977, 78-92.
- ROCHER, G., « Le sociologue et la sociologie dans l'administration publique et l'exercice du pouvoir politique », *Sociologie et sociétés*, 1980, 45-64.
- SELLIN, T., *Culture Conflict and Crime*, New York, *Social Science Research Council*, 1938.

- SUTHERLAND, E., *Principles of Criminology*, Philadelphie, Lippincott, 1939 (trad., 1966, *Principes de criminologie*, avec D. Cressey, Paris, Cujas).
- SZABO, D., « Itinéraire sociologique », *Recherches sociographiques*, 1974, 277-286.
- SZABO, D., « Histoire d'une expérience québécoise qui aurait pu mai tourner », *Criminologie*, 1977, 5-38.
- SZABO, D., *Criminologie et politique criminelle*, Paris, Vrin et Montréal, PUM, 1978.
- SZABO, Denis, « Aperçu des tendances actuelles de la réflexion criminologique », in Y. Dandurand et F. Ribordy (dir.), *Crime et société*, Ottawa, Les éditions de l'Université d'Ottawa, 1980a, 96-107.
- SZABO, Denis, « Criminologie d'hier et d'aujourd'hui », *Actes du XXe congrès de la Société de criminologie du Québec*, 1980b, 14 p.
- WEST, D.J. et M. FARRINGTON, *The Delinquent Way of Life*, London, Heineman, 1977.

Fin du texte